

Éditorial

Ce numéro est un reflet assez fidèle des questions sur lesquelles les membres de notre collectif éditorial ont travaillé depuis la sortie du n° 39, et des sujets que nous avons traités lors de nos réunions plénières parisiennes de ce début d'année.

On y trouvera ainsi d'abord un dossier sur le soulèvement de la jeunesse en Grèce en novembre-décembre 2008. Puis un entretien avec Philippe Guiter, militant syndical de Sud-rail à la Gare St Lazare, précédé d'un article traitant des conséquences du processus de privatisation rampante à la SNCF. Viennent ensuite trois textes courts qui rendent compte de quelques-unes de nos discussions sur la portée de la grève générale en Guadeloupe, lors de notre réunion plénière parisienne du 28 février. Enfin, trois textes portent sur l'interprétation des causes sous-jacentes de la crise économique mondiale, et sur la caractérisation du moment qu'elle a désormais atteint.

Au fil des textes portant sur la Guadeloupe et sur le moment de la crise économique mondiale, le lecteur attentif trouvera des éléments d'appréciation de la situation politique en France au lendemain de la journée d'action et des manifestations du 19 mars. Ces éléments sont très par-

tiels et ils prennent un aspect particulier selon les auteurs. Depuis les manifestations, nous n'avons eu que des échanges à deux ou à trois. La question est à l'ordre du jour de notre réunion du 4 avril. Il est probable que des textes sortiront de cette réunion, que nous publierons sur le site, et probablement aussi dans le prochain numéro de la revue.

L'ambition de cet éditorial se borne donc à présenter à grands traits certains éléments de la discussion que nous menons entre nous et partout où nous avons la possibilité de la mener.

Venant après celle du 29 janvier, et pour l'essentiel identique à celle-ci, la journée action du 19 mars aurait pu, faute de perspective, être un échec. Cela n'a pas été le cas. Le succès des manifestations signifie indiscutablement qu'on assiste à un mûrissement et à une politisation de la crise sociale provoquée par la montée du chômage, la précarisation accrue, la chute du pouvoir d'achat et les provocations de Sarkozy, de ses ministres et du patronat. Les deux journées d'action ont été décidées par les directions syndicales, moins pour peser sur de prétendues « négociations », que pour canaliser le mouvement de colère des travailleurs. Le nombre des manifestants et le caractère nettement politique des mots d'ordre sont

sans doute des signes avant-coureurs d'un affrontement majeur avec Sarkozy et le patronat.

De nombreuses questions majeures se posent. Faut-il, comme le pensent certains militants, se battre dans les syndicats pour une nouvelle journée d'action avant le 1^{er} mai, placé cette année sous le signe de manifestations unitaires ? Faut-il soutenir, voire préconiser, comme le croient d'autres, une stratégie « de temps forts », de journées d'action de tel ou tel secteur (enseignement et recherche, par exemple, qui en ont déjà connu beaucoup) à des dates rapprochées, en les concevant comme autant d'étapes vers la grève générale, celle-ci étant (voir l'édito du premier numéro du quotidien du NPA) « le cap » vers lequel il faudrait s'orienter ?

Si l'on en croit celles de 1936 et de 1968, la grève générale ne se décrète pas. Elle « part toute seule », lorsque les travailleurs sentent qu'elle est possible et que les objectifs en sont suffisamment clairs. Est-il possible

de percevoir aujourd'hui des signes d'auto-organisation allant dans cette direction ? Quel travail de clarification des objectifs mener ? La situation économique ne va-elle pas jouer un rôle très important dans le mûrissement chez les travailleurs de la conviction qu'il faudra en passer par là ?

La grève générale n'est par ailleurs pas une solution à tout. L'exemple de 1968 montre qu'elle peut être conduite à l'impasse très facilement, et se terminer par des gains limités que la bourgeoisie n'a pas de peine à détruire dans des délais assez courts. Aujourd'hui, les salariés sont confrontés à des fermetures d'usines et à un chômage massif sur une échelle inconnue depuis les années 1930. De surcroît, ils vivent cette situation dans le contexte inédit d'une internationalisation très poussée de la production industrielle. Ne faudra-t-il pas que le programme de la grève générale soit, par nécessité, *obligatoirement*, un programme, non de revendications, mais de gouvernement ?

Dans le n° 39, on a pu lire un début

d'analyse des liens entre la crise économique et la crise écologique. La crise de l'automobile exige de la poursuivre au plus vite. Elle est celle de tout un « modèle de développement » qui a façonné des formes d'organisation de la vie quotidienne, notamment l'urbanisation contemporaine fondée sur la possession quasi obligatoire de la voiture. La surproduction massive ne résulte pas seulement des très fortes surcapacités de production et de choix industriels totalement dictés par la « valeur pour l'actionnaire ». Elle est aussi l'expression d'une impasse écologique et sociale extrêmement profonde, impasse qui est l'un des marqueurs d'une crise de civilisation. Cette dimension n'a pas encore fait vraiment l'objet d'une discussion. Nous essaierons d'y contribuer.

Voici donc certaines des questions qui nous paraissent être à l'ordre du jour dans toutes les enceintes dont la raison d'être est l'émancipation des travailleurs. Nous chercherons à les alimenter et à les poursuivre dans nos prochains numéros.